

## AKTUELL

## ÉCONOMIE

# Un horizon nuageux

Fabien Grasser

**Pour mener à bien sa politique de baisse fiscale, appliquer son budget et conserver le sacro-saint triple A, Luc Frieden parie sur une croissance conséquente du PIB. Mais ses attentes pourraient être douchées par un ralentissement économique, prévient le Statec. La menace vaut pour toute l'Europe, dont la croissance est en bonne partie tirée vers le haut par l'économie espagnole.**

Bien malin celui ou celle qui saura décrypter clairement le message du Statec sur le futur proche de l'économie luxembourgeoise dans le « Conjoncture Flash » du mois d'août, publié il y a quelques jours par l'institut statistique. Le pari d'une croissance de 2 % du PIB en 2024 sera-t-il tenu ? La question n'est pas anodine, alors que le budget transitoire présenté en mars par le ministre CSV des Finances, Gilles Roth, repose sur cette hypothèse optimiste pour maintenir le déficit de l'État central dans la limite de 1,9 milliard d'euros. La croissance est aussi l'élément moteur des baisses d'impôts promises par Luc Frieden, en particulier en direction des entreprises, qu'il veut rendre « fortes » afin de stimuler encore davantage la croissance. Et le premier ministre invoque aussi la croissance comme moyen de conserver le triple A du pays, une priorité pour lui.

Au premier trimestre, le Luxembourg semblait entrer dans les clous désirés par le gouvernement, avec une hausse de 0,5 % du PIB par rapport aux trois premiers mois de l'année. Pour le second trimestre, il faudra encore patienter pour savoir ce qu'il en est, le grand-duché figurant parmi les cinq pays de l'UE qui n'ont pas encore publié leur chiffre. Que dit dès lors le Statec dans son point mensuel sur l'économie luxembourgeoise ? « Les indicateurs de confiance se sont nettement dégradés en juillet dans l'industrie (au plus bas depuis 7 mois), le commerce de détail (plus bas depuis 7 mois aussi) et les autres services non financiers (plus bas depuis 10 mois), alors qu'ils avaient eu tendance à se redresser au 1er semestre. » Le Statec pointe notamment la baisse des ventes de voitures neuves particulières.

Ce constat morose est contrebalancé par quelques bonnes nouvelles. Dans la construction d'abord, où les entrepreneurs retrouvent un peu le moral selon l'institut statistique. Un retour relatif à la confiance qu'il convient de corréliser avec le redressement des prêts immobiliers, alors que « le montant des crédits accordés pour des immeubles résidentiels au

Luxembourg a augmenté de 9 % sur un an ». Le secteur aérien bénéficie également de « vents porteurs », puisque le nombre de passagers « a retrouvé son niveau d'avant-pandémie au courant de 2022 et l'a dépassé en 2023 (+ 10 % par rapport à 2019) ».

## L'Allemagne à la traîne

Faute de disposer d'une boule de cristal, il est difficile, sur la base de ces données, d'anticiper l'état de santé de l'économie luxembourgeoise dans les mois à venir. Mais le Statec se montre globalement prudent, sinon pessimiste, invoquant tour à tour le contexte géopolitique et les inquiétudes pesant sur les économies américaine et chinoise. Il note cependant une croissance de 0,3 % du PIB de la zone euro au deuxième trimestre, confirmant « une phase de reprise ». Mais, nuance-t-il, « les résultats des enquêtes de conjoncture ont eu tendance à se détériorer récemment », ce qui pourrait augurer un ralentissement.

Dans le détail, d'importantes disparités apparaissent entre pays. L'Allemagne peine toujours à s'extraire du marasme, avec une baisse du PIB de 0,1 % au deuxième trimestre. La première économie de l'UE souffre d'un manque d'investissements et d'une baisse de ses exportations.

À l'opposé, l'Espagne affiche une croissance du PIB de 0,8 % pour le deuxième trimestre consécutif, la meilleure performance en zone euro. Le pays contribue ainsi pour 30 % à la croissance en zone euro, alors qu'il ne pèse que 10 % de son PIB, note le Statec. Ces résultats sont le fruit d'une fréquentation touristique en hausse, mais aussi, comme cela est le cas depuis plusieurs années, d'une demande intérieure fortement stimulée par les augmentations des salaires et des transferts sociaux vers les catégories sociales les moins nanties et les classes moyennes. Funambule de la politique, le premier ministre socialiste espagnol, Pedro Sánchez, mise avec succès sur une politique de la demande, à contre-courant de ce que pratiquent la plupart des gouvernements européens. Un cap qu'il maintient avec ses actuels partenaires de coalition, le parti de gauche Sumar et les indépendantistes catalans, et qui s'est traduit par une nouvelle hausse du salaire minimum en février dernier. Celui-ci a augmenté de 54 % depuis 2018 et l'arrivée de Sánchez au pouvoir. La preuve qu'une politique sociale redistributrice est profitable à l'économie et à la croissance de son PIB, qui demeure l'alpha et l'oméga des dirigeant-es politiques.

## SHORT NEWS

## Communes : inégalités Nord-Sud sur les salaires

(fg) – Les rémunérations des fonctionnaires communaux sont fixées par la loi et sont uniformes dans tout le pays. Il n'en va en revanche pas de même pour celles des salarié-es des communes, qui sont négociées par des conventions collectives. À la base de leur grille salariale se trouvent deux points d'indice : le point inférieur et le point supérieur. Cette distinction est née en 1999 avec la réforme des pensions des fonctionnaires et l'introduction du point indiciaire supérieur en compensation de l'augmentation de la cotisation de pension qui en a résulté. La différence entre les deux points est de 5,6 %. C'est un brin compliqué, et la majorité des communes du pays ont effacé cette inégalité en étendant et en accordant le point supérieur des fonctionnaires à l'ensemble de leur personnel. Mais pas toutes, fulmine l'OGBL, qui dénonce le maintien du point inférieur dans des communes du nord du pays, qualifiées de moins « progressistes » que celles du sud et du centre. Le syndicat cite Ettelbruck et Diekirch et tire à boulets rouges sur la bourgmestre CSV de Rambrouch, qui « se vante de vouloir volontairement maintenir les salaires du secteur public à un niveau bas, afin de ne pas désavantager les travailleurs du secteur privé ». Dans un communiqué aux inflexions quasi révolutionnaires, l'OGBL accuse Myriam Binck d'encourager « la redistribution du bas vers le haut » et de se faire « la complice du capital ». Pour l'OGBL, la conclusion coule de source : il faut en finir avec cette inégalité en accordant le point indiciaire supérieur « à l'ensemble du personnel des communes, des syndicats de communes et de l'État ».

## Ein Schild sorgt für Sicherheit

(ja) – „Ein großer Fortschritt für die Sicherheit auf den Straßen“, so präsentierte Mobilitätsministerin Yuriko Backes (DP) am vergangenen Montag der Öffentlichkeit eine Neuerung im Straßenverkehr. Es handelt sich nicht um ein neues Tempolimit innerorts oder um ein Konzept, wie Luxemburg schnell zu mehr baulich getrennten Radwegen kommt – bei dem „großen Fortschritt“ handelt es sich um ein Schild. Das weist auf eine gesetzliche Regelung hin, die bereits seit 2018 existiert: den obligatorischen Abstand von 1,5 Metern, wenn ein motorisiertes Gefährt einen oder mehrere Radfahrer\*innen überholt. Das weiße Hinweisschild, das auf diese Regelung hinweist, wird nun überall dort aufgestellt, wo ein Abschnitt einer nationalen Radverbindung über eine Straße führt, ohne dass es einen baulich getrennten Radweg gibt. Das 1,5-Überholabstandsgebot gilt jedoch überall, innerhalb wie außerhalb von Ortschaften. In der entsprechenden Pressemitteilung betonte das Ministerium, dass die Schilder einer Forderung der Radlobby „ProVelo“ entsprächen. Während in anderen Ländern ähnliche Abstandsregelungen regelmäßig kontrolliert und Autofahrer\*innen, die sie ignorieren, sanktioniert werden, ist dies in Luxemburg nicht möglich, da der entsprechende politische Wille fehlt.

## LGBTIQA-Rechte in Bulgarien

(tf) – Was Rechte und Konservative in Luxemburg erzwingen wollen (siehe den Artikel „So net „queer“!“ in woxx 1798), wurde in Bulgarien diesen Monat in Windeseile durchgepeitscht: Seit 15. August sind an allen Schulen des Landes sämtliche Inhalte, die über queere Lebensumstände informieren wollen, gesetzlich verboten. Das reformierte Bildungsgesetz untersagt unter anderem die Verbreitung von Ansichten jenseits „traditioneller sexueller Orientierungen“. Während von der EU-Kommission noch keine Kritik an dem Gesetz zu vernehmen war, machen verschiedene Fraktionen des Europaparlaments dagegen mobil. Die liberale Fraktion „Renew“ etwa fordert die Einhaltung rechtsstaatlicher Normen. Die Kommission müsse „dringend zu untersuchen“, ob das Gesetz mit den rechtlichen Standards und Werten der EU vereinbar sei. Auch die Grünen erwarten diesbezüglich eine „klare Antwort“. Geht man von der geltenden Rechtslage aus, ist kaum ein Land innerhalb der Europäischen Union LGBTIQA-Personen feindlicher gesinnt als Bulgarien; laut einem Ranking von „ILGA-Europe“, einem Dachverband von mehr als 700 Pro-LGBTIQ-Organisationen, rangiert es auf Platz 25 von 27 EU-Ländern. Die staatlich sanktionierte Hetze gegen „Diversity“ trägt mittlerweile gefährliche Früchte: Lehrer\*innen, die sich öffentlich gegen das Verbot ausgesprochen hatten, erhalten Drohungen. Im selben Sinne spielt Kostadin Kostadinow von der rechtsextremen Partei „Revival“, die das Gesetzesprojekt initiiert hatte, Gesinnungspolizei: Er kündigte an, die Namen des protestierenden Lehrpersonals an die Staatsanwaltschaft zu übermitteln.